



► **ECONOMIE > ACTUALITÉS : Business et investissements en Inde**

La mobilité des travailleurs au centre des discussions indo-européennes

le 28/6/2010 à 9h20 par Stéphane Stag

► **Poster un commentaire : (0 avis)**



L'Inde et l'Europe veulent accorder leur politique en termes de migration des travailleurs. Permettre aux Indiens d'aller travailler légalement en Europe et aux Européens de faire leur valises pour le sous-continent est un des objectifs de l'accord auquel les deux entités veulent parvenir.

Signer un accord sur la mobilité du travail entre l'Inde et l'Europe, c'est ce dont ont discuté la ministre des Affaires étrangères de l'Union européenne Catherine Ashton et le ministre chargé des relations avec la diaspora indienne Vayalar Ravi à New Delhi mercredi. Les deux entités désirent mettre en place **“ un partenariat pour la mobilité des travailleurs ”** afin de **“ faciliter ”** des **“ migrations régulées ”** et **“ légales ”**.

Le partenariat sur la mobilité des forces de travail (LMPA) ambitionne une coopération dans l'accessibilité du marché du travail, la régulation des flux migratoires et l'échange d'informations.

Depuis près de cinq ans, la politique d'immigration de l'Union Européenne vise à accepter sur le territoire principalement des salariés de haut niveau. Or, la plupart des pays européens observent des flux migratoires importants et inquiétants en provenance de l'Inde. Pour la France qui comptait 65 000 Indiens sur son territoire en 2000, **“ on note depuis deux ou trois ans une intensification de la population indienne ”**, affirme Jean-Joseph Boillot, auteur de L'Économie de l'Inde (La Découverte 2009 et co-fondateur du Euro-India Group (EIEBB)). Face à cette immigration souvent clandestine, l'Europe doit réagir.

Réguler les flux de migrants informels en provenance de l'Inde est donc un des objectifs majeurs de l'Union Européenne. **“ A partir de l'Inde, de nombreuses filières clandestines se sont constituées en un véritable business ”**, explique Jean-Joseph Boillot. L'Inde devra donc faire un effort pour contrôler l'émigration de son territoire.

Face à la politique indienne actuelle en termes d'immigration, l'Europe attend aussi un assouplissement de la part de New Delhi, mais dans un autre domaine. **“ Aujourd'hui, il y a une réelle difficulté pour les jeunes des pays européens de rejoindre des entreprises indiennes ou des entreprises étrangères en Inde à cause de la politique du travail conservatrice en Inde ”** affirme Jean-Joseph Boillot.

De son côté, l'Inde souhaite surtout que ses jeunes diplômés puissent migrer vers l'Europe. Elle reste donc sensible au discours européen et c'est cet intérêt commun qui pousse les deux à se rapprocher sur cette problématique de la mobilité des travailleurs.

Avec 10% de la diaspora indienne en Europe en 2001, l'UE regorge d'opportunités professionnelles pour les Indiens. **“ Ils y a de nombreuses opportunités dans le secteur des nouvelles technologies, des bio-technologies, des technologies de l'information, dans la finance, le management et d'autres services pour les Indiens qualifiés ”**, révèle un rapport du comité de la diaspora indienne.

Cependant une différence de taille persiste dans les démarches de l'Inde et de l'UE. **“ Ce qui intéresse l'Inde, c'est que l'Europe ne se ferme pas aux jeunes diplômés et salariés des entreprises indiennes. De son côté l'Union Européenne souhaite avoir accès aux meilleurs mais fondamentalement elle veut empêcher l'immigration illégale. Pour l'Europe les intérêts économiques sont donc secondaires ”**, ajoute Jean-Joseph Boillot.

“ Le problème ne se posait pas il y a dix ans ”, analyse-t-il. **“ La raison de l'intensification de ces flux migratoires tient dans la fermeture relative du marché américain. Pendant longtemps, les Etats-Unis étaient la destination principale d'immigration. Depuis 2001, ils se sont relativement fermés ”**, ajoute-t-il.

Economie Démographie



► **Poster un commentaire : (0 avis)**